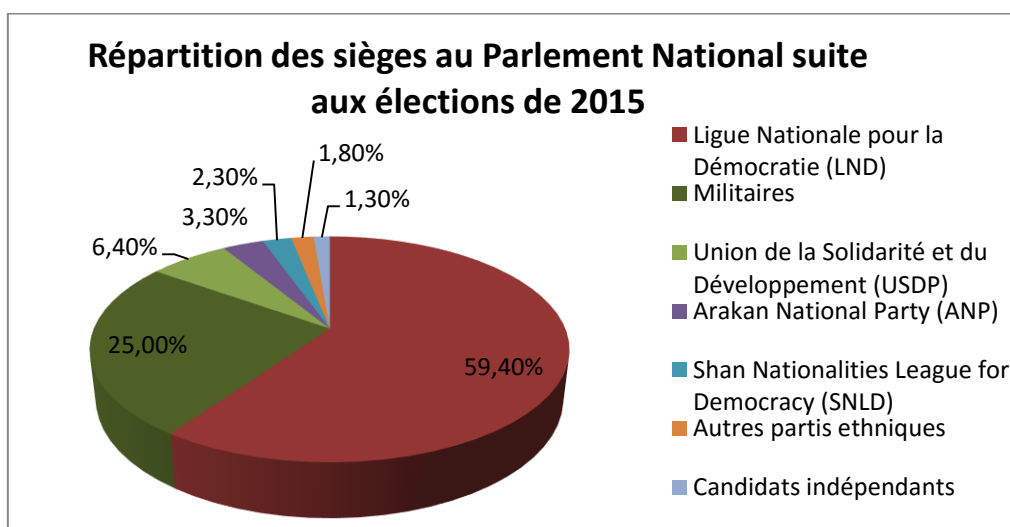




Les élections législatives de novembre 2015 ont été les premières élections générales organisées depuis la sortie de la dictature et les premières élections libres depuis 1960. En 1990, la junte avait invalidé la victoire écrasante du parti de l'opposition, la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND) et en 2010, les élections ont été qualifiées de « mascarade ». Bien que 25% des sièges du Parlement soient réservés aux militaires, les élections de novembre ont permis à la LND de remporter près de 60% des sièges au Parlement National, elles représentent, pour la Birmanie, un tournant historique qui n'aurait pas été imaginable 5 ans auparavant.



PERIODE PRÉ ELECTORALE

La désignation des candidats au sein de la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND) a fait l'objet de polémiques. De célèbres activistes comme Ko Ko Gyi de l'organisation Génération 88, n'ont pas été retenus et le processus de sélection a été peu transparent. La LND aurait surtout choisi ses candidats en fonction de leur capacité à obéir aux directives du parti et de leurs ressources pour financer leur campagne électorale (La LND n'ayant pas les moyens de financer les deux mois de campagnes des plus de 1000 candidats à travers le pays). La popularité des candidats, leur expérience et la connaissance de leur circonscription ne semblent donc pas avoir été prioritaires. La LND a en effet appelé le peuple à voter « pour le parti, pas pour le candidat ».

Campagnes électorales : Plus de 6 100 candidats représentant 92 partis politiques se sont affrontés pour 1171 sièges dans 330 circonscriptions. Les campagnes des principaux partis politiques se sont plus intéressées à ce que représentaient les candidats qu'à leurs programmes.

Le parti de l'Union de la Solidarité et du Développement (l'USDP) et la LND ont mené d'importantes campagnes à travers tout le pays. Aung San Suu Kyi aurait par exemple parcouru plus de 11 000 kilomètres en 2 months. Cependant, les campagnes menées au niveau nationale ne sont pas représentatives des campagnes des candidats à l'échelle locale.

Chaque candidat disposait de capacités financières et de soutiens techniques et humains très inégaux. De plus, les petits partis politiques concouraient souvent pour la première fois et manquaient d'expérience, ils ont eu beaucoup de difficultés à se faire connaître. Enfin, les campagnes des partis ethniques, relativement réduites, n'ont pas suffi à convaincre les minorités. Quoi qu'il en soit, tous les partis politiques semblent avoir tiré des leçons de cette période électorale, qu'ils pourront mettre à profit pour les élections de 2020.



Financements des campagnes électorales : Les partis politiques avaient le droit de recevoir des donations en argent ou en nature (ex : voiture) à condition de les déclarer à l'État. Toutefois ces informations n'ont pas été rendues publiques, il est donc difficile d'évaluer les dépenses des candidats. Quoi qu'il en soit, la plupart des candidats, y compris ceux qui se présentaient pour les partis les plus importants du pays, devaient se débrouiller seuls pour trouver les financements nécessaires à leur campagne. Celle-ci dépendait alors exclusivement de leurs ressources personnelles et de leur capacité à mobiliser. Certains candidats se sont tournés vers les cronies - les hommes d'affaires proches des militaires - et d'autres ont dépensé une partie ou toutes leurs économies, jugeant que cette échéance historique en valait largement la peine.

Le montant maximum de dépenses autorisé par candidat et par campagne a été fixé à 10 millions de Kyats (6 900 euros). Après les élections, les candidats avaient 45 jours pour déposer des recours auprès de l'UEC s'ils estimaient que certains candidats avaient dépassé les montants autorisés pendant leur campagne électorale. De nombreux recours ont été déposés mais peu de plaintes semblent avoir été acceptées.



Les médias n'ont pas été très objectifs pendant la campagne. Ils se sont montrés largement favorable à la LND. Ils n'ont par exemple absolument pas étudié le financement de la campagne du parti de l'opposition alors qu'ils s'y sont intéressés pour l'USDP. Les médias étatiques ont de leur côté couvert la victoire de la LND, en illustrant le fair-play du gouvernement sortant et l'acceptation des résultats des leaders militaires.



JOUR DES ELECTIONS

Malgré les craintes du peuple birman et des analystes politiques, les élections se sont bien passées. Le nombre de personnes concernées par les annulations de vote dans les bureaux de vote touchés par les inondations ou des conflits armés a été moins important que prévu. De plus les citoyens ont été attentifs au moindre dérapage et la présence des observateurs et des médias ont probablement dissuadé les tricheries. Quelques irrégularités ont été constatées le jour des élections, mais aucun incident majeur n'a été reporté.

Le bon déroulé presque surprenant des élections du 8 novembre est certainement lié à une volonté du gouvernement d'organiser des élections crédibles pour la communauté internationale.

La Commission Électorale (UEC), qui a manqué d'indépendance tout au long du processus électoral, a finalement joué le jeu le jour du scrutin. Les observateurs locaux et internationaux ont généralement pu remplir leur mission et ont estimé que les élections s'étaient déroulées dans l'ordre. Les observateurs européens ont notamment indiqué que dans 95% des bureaux de vote observés, les élections s'étaient « bien ou très bien » passées. Toutefois, tous ont reconnu que des irrégularités avaient eu lieu. « *La Commission électorale devra faire en sorte que ces irrégularités ne se reproduisent pas lors de prochaines élections* » ont-ils déclaré.

Des élections dans le calme. Outre le bon déroulé du processus électoral, les élections se sont passées dans le calme, comme si voter était chose habituelle en Birmanie. Les magasins étaient fermés, les rues étaient désertes, les véhicules rares et les longues files d'attente presque silencieuses. C'est comme si les birmans n'osaient pas faire un pas de travers, de peur de provoquer une intervention militaire et de voir s'échapper leur avenir. Les rumeurs au sujet d'émeutes potentielles le 8 novembre ou de tensions sur fond religieux n'ont pas été avérées. De même les craintes du peuple quant à l'annulation des élections ou un refus de transférer le pouvoir ne se sont pas, du moins encore, concrétisées.



Sur les 10 élections générales organisées en Birmanie depuis l'Indépendance du pays, aucune n'a été aussi libre que les élections de 2015. Toutefois, bien qu'on puisse juger ces élections de démocratique, on ne peut pas considérer qu'elles aient été équitables, étant donné les restrictions concernant les électeurs, les candidats et les zones de conflits armés (consulter le rapport : [des élections libres et équitables en Birmanie ?](#) Publié en septembre 2015 par Info Birmanie).

IRREGULARITES CONSTATEES

Beaucoup estiment que les militaires comptaient tricher mais n'ont pas pu à cause de la vigilance des citoyens et de l'énorme écart de votes entre la LND et l'USDP. Étant donné les résultats, il aurait fallu commettre des irrégularités massives et peu discrètes pour compenser les différences. Quoi qu'il en soit, de nombreuses irrégularités ont été reportées sans qu'elles ne faussent le processus électoral dans sa globalité.



Disfonctionnements liés à la Commission Électorale (UEC) :

Personne ne sait estimer le nombre de personnes exclues du vote à cause des erreurs sur les listes électorales mais les médias ont reçu des milliers d'appels de personnes n'ayant pas pu voter faute d'être correctement enregistrées. De plus le personnel de l'UEC était en nombre beaucoup trop réduit pour que tous les bureaux de vote soient observés. Faute de ressources humaines et logistiques, les partis politiques n'ont pas non plus pu assurer des observateurs dans tous les bureaux de vote. Enfin, l'ensemble du personnel électoral manquait d'expérience, de formation et d'objectivité, beaucoup d'erreurs de procédures n'ont donc pas été signalées (double vote, registre non signé, nombre de vote plus important que d'inscrits etc.)

Vote par anticipation : Les votes par anticipation – très irréguliers en 2010 – ont de nouveau été marqués par la fraude et le manque de transparence. Les observateurs internationaux n'ont pas eu le droit d'observer les votes par anticipation des militaires et les observateurs locaux ont uniquement pu assister au dépouillement. Ces votes étaient presque exclusivement pour l'USDP. Ils représentent 5 à 6% des votes pour chaque chambre du Parlement et dans près des dizaines de circonscriptions (dans les régions reculées) ce sont ces votes qui ont fait pencher la balance pour l'USDP.

Vote des minorités ethniques : Des dizaines de milliers de minorités ethniques n'ont pas eu la possibilité de voter pour leur représentant des affaires ethniques à cause d'erreurs sur les listes électorales ou de problèmes logistiques (surtout dans les États Mon, Karen et Kachin).

Intimidations et arrangements : De nombreux cas d'intimidation par le personnel de l'UEC ou les militaires sur les électeurs ont été reportés. Dans l'État Shan, des milices privées auraient distribué des cartes d'électeurs demandant au peuple de voter pour l'USDP.

L'exemple de Coco Island : Cette île représentait un enjeu particulièrement important car 3 sièges étaient en jeu malgré le nombre peu élevé d'habitants mais aussi car une victoire de la LND aurait pu donner lieu à des révélations gênantes pour le parti au pouvoir (l'île est une ancienne base d'écoute chinoise). Enfin, il était facile de tricher dans la mesure où les habitants dépendent des militaires pour leur approvisionnement en nourriture et n'osent pas se plaindre.

Irrégularités du vote : Faute d'autorisations spécifiques, les candidats de l'opposition n'ont pu arriver sur place qu'un mois avant les élections (au lieu de deux) et n'avaient pas le droit de faire campagne après 18h. Les électeurs ont été menacés de perdre leur travail s'ils ne votaient pas pour l'USDP et les militaires de l'île voisine sont soupçonnés d'avoir voté deux fois. Enfin, les observateurs n'ont pas été autorisés à observer tous les bureaux de vote ni à rester l'après-midi.

Résultats : USDP a gagné les 3 sièges, la LND malgré les pressions a tout de même gagné 200 votes.

ANALYSE DES RESULTATS

Chiffres clés des élections

- Participation électorale : **69%** (parmi les personnes inscrites)
- Sur **1 120** parlementaires élus, **110** sont d'anciens prisonniers politiques, seulement **64** sont des femmes et **aucun** n'est musulman
- Sur les **91** partis politiques qui ont participé, seulement **22** partis ont obtenu des sièges
- Les minorités ethniques qui représentent **40%** de la population ont obtenu moins de **8%** des sièges au Parlement National
- La LND a obtenu une majorité absolue au Parlement avec **59,4%** des sièges contre **6,4%** pour l'USDP (soit environ le nombre de sièges détenus par la NLD de 2012 à 2015).

Il y a eu un véritable « raz-de-marée » électoral pour la LND. 69 partis, dont certains très importants comme le National Development Party, le National Democratic Force, ou le Myanmar Farmers Development Party avaient respectivement présentés 354, 274 et 268 candidats, mais n'ont pas obtenu un seul siège. Cela s'explique, en partie, par le système « first-past-the-post », (dans une circonscription le candidat qui recueille le plus grand nombre de suffrages est élu). Un système proportionnel (les partis obtiennent le nombre de sièges équivalent au pourcentage de vote en leur faveur) avait été étudié par la Commission Électorale et le Parlement mais non retenu en 2015 (au détriment des petits partis).



Pour bénéficier d'une majorité au Parlement, le parti d'Aung San Suu Kyi devait obtenir au moins 67% des sièges en jeu, il en a remporté près de 77%.

La LND compte donc sur une majorité absolue au Parlement National et contrôle ses 2 chambres. Le 17 mars, le parti élira son président et l'un des deux vice-présidents puis formera le nouveau gouvernement.

Une victoire de la LND était attendue mais les organisations de la société civile locale, les partis ethniques et les analystes politiques ne s'attendaient pas à un tel succès. Même dans la capitale, Nay Pyi Taw - en majorité composée de militaires et de fonctionnaires - la LND a gagné toutes les circonscriptions sauf une.

Les anciens militaires encore au pouvoir s'attendaient à une victoire de l'opposition, mais pas à un tel échec pour l'USDP. Ils préparaient ces élections depuis 5 ans, estimaient avoir fait beaucoup d'efforts pour se doter d'une nouvelle image et pensaient que l'intérêt du gouvernement de Thein Sein pour le programme de « protection de la race et de la religion » du groupe extrémiste Ma Ba Tha leur permettraient de remporter plus de sièges et d'empêcher la LND d'obtenir la majorité.

Mais le message envoyé au gouvernement a été très clair : le peuple souhaitait un réel changement et n'a pas suivi l'appel de Ma Ba Tha à voter pour l'USDP. Le rejet du gouvernement en place a été plus fort que tout sentiment antimusulman ou de rédemption des militaires et la stratégie de la LND d'appeler le peuple à voter pour le parti plutôt que pour le candidat a très bien fonctionné. Un grand nombre de candidats LND n'ont pas organisé de campagne électorale mais ont été élus.



Le vote des minorités ethniques : Même dans les régions ethniques la LND a remporté beaucoup plus de voix que prévu. Le faible score des partis ethniques, s'explique par la crainte que ces petits partis, non expérimentés et disposant de faibles ressources financières, ne puissent faire le poids face à l'USDP, parti dont les minorités souhaitaient se débarrasser à tout prix. De plus plusieurs partis ethniques s'étant présentés dans les mêmes circonscriptions, les leaders communautaires et religieux ont préféré appeler leur peuple à voter à l'unisson pour la LND pour ne pas risquer de diviser leurs votes et laisser l'USDP remporter les sièges, comme cela a finalement été le cas dans certaines circonscriptions de l'État Shan.

REACTIONS SUITE AUX ELECTIONS

Réactions du pouvoir : Les héritiers de la junte ont rapidement reconnu leur défaite face à l'opposante Aung San Suu Kyi. Kyi Win, ancien colonel et haut responsable du parti au pouvoir a déclaré : « *Notre parti a totalement échoué. La LND est victorieuse. C'est le destin de notre pays* », lançant un signal fort dans un pays sans tradition d'aveu d'échec de la part du pouvoir. Le président Thein Sein et le Chef des armées, Min Aung Hlaing, ont assuré qu'ils allaient transférer le pouvoir démocratiquement et tout faire pour que la passation entre les parlementaires se passe au mieux.



Plus de trois mois après la victoire de la LND, ces engagements ont été tenus : la rentrée du nouveau Parlement s'est fait sans encombre le 1^{er} février, et les membres du gouvernement ont annoncé qu'ils travaillaient sur des documents destinés à faciliter le travail de leurs successeurs. Il faut maintenant attendre le 1^{er} avril pour savoir si le gouvernement de Thein Sein cédera sa place aux membres du gouvernement de la LND.

Prudence et discrétion de la LND quant aux résultats : Aung San Suu Kyi a jugé les élections « en grande partie libres », tout en déplorant quelques « intimidations résiduelles ». Dans un souci de maintien de la paix, elle a appelé ses sympathisants au calme et au respect des perdants. Très prudents, les dirigeants de la LND sont eux même restés discrets sur les résultats et leur vision de l'avenir du pays. Les responsables de la LND ont même appelé les parlementaires élus à ne pas s'exprimer publiquement sans avoir reçu de consignes du parti. L'optimisme est donc toujours prudent en Birmanie et devrait le rester au moins jusqu'à la prise de fonction du nouveau gouvernement en avril.

Réactions internationales : La communauté internationale a salué la tenue des élections du 8 novembre que de nombreux dirigeants politiques ont qualifié « d'étape cruciale vers la transition démocratique ». Ils ont toutefois mis en évidence la persistance des violations des droits de l'homme qui freinent le progrès des réformes et impactent la crédibilité globale des élections et ont indiqué que sans réformes constitutionnelles, les élections ne pouvaient pas être véritablement libres. Étaient ainsi pointés du doigt les 25% de sièges du Parlement réservés aux militaires, l'impossibilité d'Aung San Suu Kyi d'accéder à la présidence malgré la victoire de son parti, la disqualification de plusieurs candidats sans raison ou encore la privation des droits civiques et électoraux des Rohingyas. Plusieurs dirigeants ont demandé au gouvernement de prendre des mesures pour garantir la liberté d'expression, libérer les prisonniers politiques, ou encore redonner aux Rohingyas leurs droits fondamentaux comme l'a exprimé Ban Ki-moon dans une déclaration du 12 novembre.

Inquiétudes du peuple birman : Malgré les premiers pas concluants, le peuple pense toujours que les militaires seront tentés, quand la situation ne leur conviendra plus, de récupérer le pouvoir en déclarant l'État d'urgence.

QUEL ÉCHIQUIER POLITIQUE APRES LES ELECTIONS ?

Ces élections ont montré que les partis politiques birmans ne portent pas encore de propositions concrètes et ne se placent pas sur un système d'échiquier politique traditionnel (divisions entre la gauche et la droite comme en Europe par exemple). Ils se positionnent uniquement en fonction de leur adhésion ou non au contrôle du gouvernement par les ex-militaires. Les birmans ne votent donc pas pour une orientation politique mais pour l'histoire et la figure principale du parti.

Un soutien populaire infaillible pour la LND. Le peuple a suivi à la lettre les consignes d'Aung San Suu Kyi : voter pour son parti puis rester calme après le résultat des élections. Ce soutien ne devrait pas s'effriter de sitôt sauf si le parti ne répond pas rapidement aux attentes de la population. Une petite partie des sympathisants de la LND redoute déjà les penchants autoritaires de leur leader.

L'échec de l'USDP et des autres partis proches des héritiers de la junte comme le National Democratic Party (NDP), pose enfin la question de leur survie. Le NDP était l'un des partis les plus connus en Birmanie mais n'a obtenu aucun siège, l'USDP n'a remporté que 8,2% des voix. Pour les activistes, ces partis ont fait leurs temps et sont voués à disparaître. Ils estiment que leurs membres manquent de passion et font de la politique uniquement car ils en reçoivent l'ordre. Ils pensent que ces anciens parlementaires ne feront jamais partie de l'opposition sous ces noms devenus trop impopulaires.

D'ici à 2020, la Birmanie aura besoin de nouveaux partis politiques forts pour créer une opposition et un débat politique constructif. Génération 88 devrait notamment créer un nouveau parti, avec à sa tête Ko Ko Gyi. Pour l'instant, avec la LND, se sont les deux organisations les plus populaires. Il sera difficile de leur faire concurrence mais ce serait intéressant qu'il y ait d'autres courants qui permettent de créer le débat.

